Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec

# RAPPORT ANNUEL 1986 - 1987

5757 AVE. DECELLES, BUREAU 335, MONTRÉAL, QUE H3S 2C3 TÉL 731-3925

# TABLE DES MATIERES


LETTRES DE PRESENTATION ..... 2

LES MEMBRES DU COMITE ADMINISTRATIF ..... 3

LES MEMBRES DU BUREAU DE DIRECTION ..... 3

LE PERSONNEL DU SIEGE SOCIAL ..... 3

RAPPORT DE LA PRESIDENTE ..... 4

RAPPORT DES COMITES: ..... 7

- Comité d'inspection professionnelle ..... 7
- Comité d'admission et des équivalences ..... 7
- Comité de la pratique privée ..... 8
- Comité de la formation continue ..... 8
- Comité du service social en entreprise ..... 9
- Comité de rédaction ..... 10

RAPPORT DU SYNDIC ..... 11

RAPPORT DU VERIFICATEUR ..... 12

LES STATISTIQUES ..... 24


**La Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec est membre du Conseil interprofessionnel du Québec et de l'Association canadienne des travailleurs sociaux**

# LETTRES DE PRESENTATION

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Gouvernemen du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la **Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec** pour l'exercice terminé le 31 mars 1987.

Veuillez agréer, Monsieur Lorrain, l'expression de ma considération respectueuse.

Le Ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
**Claude Ryan**
Québec, décembre 1987.

---

M. Louis Roy
Président par intérim
Office des professions du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter en votre qualité de président par intérim de l'Office des professions du Québec, le rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec pour l'exercice terminé le **31 mars 1987.**

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

La présidente,

Elaine Carey-Bélanger

**Elaine Carey-Bélanger, t.s.,**
Montréal, décembre 1987.

Monsieur Claude Ryan
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter, en votre qualité de ministre responsable de l'application du Code des professions, le rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec pour l'exercice terminé le **31 mars 1987.**

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

La présidente,

Elaine Carey-Bélanger

**Elaine Carey-Bélanger, t.s.,**
Montréal, décembre 1987.

# COMITE ADMINISTRATIF ET BUREAU DE DIRECTION

## COMITE ADMINISTRATIF

**Elaine Carey Bélanger**, présidente
**Marie Sénécal Emond**, vice-présidente, affaires externes
**Christiane Brazeau Patenaude**, vice-présidente, affaires internes
**Léonie Dubois**, trésorière
**Sheila Fraser Gagnon**, membre externe

## BUREAU DE DIRECTION

**Région du Nord-Est**
Réal Nadeau

**Région du Saguenay/Lac St-Jean**
Yvette Gagnon

**Région de Québec**
Elaine Carey Bélanger
Yvon Bureau
Jean-Marc Labrèche

**Région du Centre du Québec**
Léonie Dubois
Jean-Claude Girouard

**Région de l'Estrie**
Johanne Fillion
Marcel Bonneau

**Région de Montréal**
Renée Dauphinais
Ann Paquet Deehy
Madeleine Rivard Leduc
Marie Sénécal Emond
Hall Grossner

**Région Laurentides/Lanaudière**
Lisette Laurent Boyer

**Région Rive Sud de Montréal**
Christiane Brazeau Patenaude
Thérèse Leroux

**Région de l'Outaouis**
Monique Robin

**Région Abitibi/Témiscamingue**
Clément Fortin

## MEMBRES EXTERNES NOMMES PAR L'OFFICE

Jacques Audy
Gilles Daoust
Sheila Fraser Gagnon
Yseult Taschereau

## EMPLOYES DU SIEGE SOCIAL

Pierre Landry, directeur général
Mario Bélanger, chargé d'affaires professionnelles
Suzanne Boileau, secrétaire administrative
Johanne Grenier, assistante de direction
Louise Berthiaume, secrétaire

## EMPLOYES CONTRACTUELS

Réal Parenteau, syndic
Claude Ferron, contentieux
Angéline Thibault, syndic adjointe
Germaine Dionne, rédactrice

# RAPPORT DE LA PRESIDENTE

Nous arrivons à la fin d'une année mouvementée, active et engagée. J'ai assumé la présidence aux affaires externes durant les huit mois précédents. C'est maintenant pour moi l'occasion de faire le bilan des activités de la corporation qui compte aujourd'hui 2 121 membres à travers la province de Québec.

Notre événement le plus récent, le congrès "Solidarité au pouvoir", nous a permis de nous interroger sur le rôle du travailleur social dans une société en perpétuels changements. Nous avons réalisé notre désir collectif de nous affirmer, de prendre notre place. Nous avons maintenant une importante série de résolutions à poursuivre pour renforcer notre image, faire connaître au public notre réalité, notre contribution et notre compétence. Il existe présentement chez nos membres un désir de s'unir et de propager cette solidarité nouvelle à l'intérieur des groupes de travail, des régions et de toute la corporation.

De multiples écrits, recommandations et projets ont été entrepris par plusieurs groupes. Soulignons ici la prise de position concernant l'aide sociale, laquelle a été développée, maintenue et véhiculée à l'intérieur de différents groupes, dans un esprit de concertation.

Toutes ces activités vont de pair avec le travail entrepris par les membres du Bureau de direction, vos représentants élus, autour d'une démarche de planification stratégique qui invite et engage à la participation de toutes nos constituantes.

Au cours de l'année 1986-87, le comité administratif s'est réuni dix fois et le Bureau de direction quatre fois, dont une rencontre de deux jours en septembre 1986.

Afin de faciliter la lecture de ce document, les activités de la corporation, pour l'année 1986-87, ont été regroupées sous différentes rubriques. Les voici.

## 1. Planification stratégique

Lors des rencontres du Bureau de direction, les administrateurs ont statué sur les étapes de la planification stratégique, sur les rôles et les fonctions du (de la) président(e), sur l'organisation de la consultation des membres lors de l'assemblée générale annuelle de mai 1987 et finalement, sur la question de l'élection du (de la) président(e) au suffrage universel pour un mandat de deux ans.

## 2. Législation sociale et professionnelle

- **Commission Rochon:** le groupe de travail de la corporation a produit un document pour répondre à celui émis par la Commission concernant les pistes de solution.

- **C.T.M.S.P.:** une rencontre a eu lieu avec des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux.

- **Office des professions:** rencontre du président au sujet de l'ensemble de nos règlements.

- **Conseil interprofessionnel du Québec:** représentation auprès de celui-ci concernant le rapport "Réglementer moins et mieux" (Rapport Scowen).

- **Acte professionnel:** décision d'en réviser la définition par un groupe de travail qui exercera une consultation auprès des membres de la corporation.

Ces activités ont été menées dans le but d'assurer à la corporation une plus grande présence auprès de ses partenaires du réseau. La corporation veut continuer ce type d'intervention et en augmenter la fréquence afin de rendre publique l'opinion de ses membres.

### 3. Développement professionnel

La corporation a poursuivi ses conférences-ateliers sur la déontologie, à l'intérieur de son programme de formation continue.

Des avis professionnels ont été produits sur les thèmes suivants: la Loi de l'aide sociale et sa réglementation, le stage de premier cycle de l'U.Q.A.M., la maîtrise en intervention sociale de l'U.Q.A.M., et l'acte professionnel du travailleur social. Plusieurs avis ponctuels ont également été fournis aux membres sur différents sujets.

Les grilles d'évaluation pour le comité d'inspection professionnelle ont été finalisées cette année, ainsi que le pré-questionnaire. Un questionnaire post-inspection a été rédigé par le chargé d'affaires professionnelles.

Des certificats ont été créés pour la formation continue et l'inspection professionnelle.

La corporation a écrit à l'Office des professions en réaction aux coupures des subventions qui avaient jadis été accordées au développement de l'inspection professionnelle et de la formation continue.

Un groupe de travail a été mis sur pied pour constituer un registre de la pratique privée.

Une dimension de surveillance de la formation de base a été ajoutée au mandat du comité des admissions et des équivalences.

### 4. Autres dossiers menés par la corporation visant à supporter l'intervention de nos membres et améliorer nos politiques internes.

Les principales réalisations en ce domaine ont été:

- rencontre du comité administratif et des présidents des comités de la corporation, en plus des réunions ad hoc en cours d'année;
- rencontre du comité administratif et des responsables des exécutifs régionaux;
- session d'orientation offerte par le directeur général aux nouveaux administrateurs;
- sessions de travail avec un consultant en communications et les administrateurs du Bureau de direction concernant la planification stratégique;
- clarification des rôles des membres du comité administratif dans le but de partager les responsabilités;
- nomination d'un nouveau comité d'inspection professionnelle suite à la démission du précédent;
- étude et acceptation d'un guide de gestion budgétaire de la corporation par le Bureau de direction (document produit par le directeur général);
- permanence du poste de chargé d'affaires professionnelles et réorganisation du centre de documentation par celui-ci;
- engagement d'un nouveau directeur général et d'une rédactrice en chef;
- poursuite pour usurpation de titre et obtention d'une condamnation à l'amende.

### 5. Communications, représentations et relations publiques

#### 5.1 Sur le plan interne:

- organisation, par la région de Québec, de son 25e anniversaire;
- publication du Cahier des bâtisseurs par la région de Québec;
- visites régionales à Rimouski et sur la Rive-Sud.

#### 5.2 Sur le plan externe:

- lettre envoyée au ministre Pierre Paradis en réponse à sa consultation concernant la modification de la Loi de l'aide sociale;
- participation aux activités du Conseil interprofessionnel

• rencontres avec d'autres corporations concernant divers sujets: affaires professionnelles, Code des professions, communications, titre réservé, réforme de l'aide sociale (coalition);

• rencontres régulières avec l'Association canadienne des travailleurs sociaux;

• lettres envoyées à divers journaux concernant le titre réservé de notre corporation, la psychothérapie et la coalition pour la défense des assistés sociaux;

• rencontre des directeurs des services professionnels de plusieurs centres de services sociaux et de représentants de la corporation;

• conférence prononcée par le président de la corporation devant les membres du C.C.P.C. du C.S.S. juif à la famille;

• conférence donnée par la vice-présidente aux affaires internes sur la pratique du service social en milieu hospitalier au C.S.S. Richelieu;

• rencontre du président de la corporation et du directeur de l'Association des conseillers sociaux;

• traduction en anglais du **"Guide d'intervention auprès des femmes violentées"**, de Ginette Larouche, t.s.;

• diffusion du document **"Les normes de pratique professionnelle des travailleurs sociaux"**;

• participation aux activités du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale;

• participation de représentants de la corporation à divers congrès: Congrès international sur les enfants abusés sexuellement qui a eu lieu en Australie, Conférences internationales au Japon, Congrès des physiothérapeutes, Congrès des directeurs d'associations, Congrès de l'A.C.D.E. sur les unités de formation continue.

En conclusion, l'année 1986-87 aura été une année de transition et de grands changements.

La place que notre corporation prend dans la société québécoise se dessine de plus en plus. La participation grandissante de nos membres aux activités de la corporation est un témoignage de leur volonté d'accroître l'implication et la visibilité que celle-ci peut et doit avoir.

Une force nouvelle émerge des difficultés que nous avons traversées depuis quelque temps. Notre remise en question nous a conduits à un engagement plus intense et à une plus grande détermination, car "L'avenir appartient à ceux qui savent le prendre".

La présidente,

Elaine Carey-Bélanger

**Elaine Carey-Bélanger, t.s.**

# RAPPORTS DES COMITES

## COMITE D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

**Membres du comité:**

Sheila Mackay, présidente
Jocelyne Potvin
Pierre Asselin
Pierre Pinard

Le comité a tenu six réunions entre septembre 1986 et février 1987. Deux réunions ont été tenues à Montréal avec les inspecteurs.

**Inspecteurs:**

Janine Anctil-Fortier
Claire L. Babin
Louise Beaudry
Mario Bélanger
Linda Bérubé
Adrien Hubert
Gérard Lamy
Josée Mirabella
Irving Perlman
Deborah Pinsky
Daniel Poirier
Fernand Tremblay

Les objectifs généraux du comité pour ce dernier exercice ont été:

. d'inciter les professionnels à l'excellence dans leur pratique;

. d'aider les membres à améliorer la qualité des actes posés en identifiant les aspects qui devraient être améliorés;

. voir à ce que le public soit servi le mieux possible;

. assurer la présence de la corporation auprès de ses membres;

. permettre à la corporation de suivre l'évolution et les besoins de développement de la profession.

**Rapports d'activités**

- Dix membres ont été inspectés;
- dix membres ont reçu une lettre d'attestation de compétence.
- Tous les inspectés depuis 1981 (approximativement 150) ont reçu un questionnaire post-inspection basé sur le vécu de leur inspection.

## COMITE DES ADMISSIONS ET EQUIVALENCES

Christiane Affaki, présidente
Louise Boulanger
Jean-Claude Girouard
Bernadette Heath
Estelle Hopmeyer

Le comité a tenu sept rencontres au cours de l'année 1986-1987.

**Maîtrise de qualifications**

Suite aux recommandations du Bureau de direction, une demande de modification au Code des professions a été déposée à l'Office des professions, en août 1986. La demande suit son cours normal et nous attendons les résultats. Le directeur général et le secrétariat du siège social s'occupent du suivi de ce dossier.

**Grille d'analyse des dossiers d'équivalences**

Le comité a entrepris une démarche de consultation auprès de l'Association canadienne des travailleurs sociaux et auprès des autres associations provinciales en vue d'améliorer notre grille d'analyse. Il nous apparaît important de la modifier afin de suivre l'évolution des programmes de formation en service social.

**Formation initiale**

Une nouvelle dimension a été ajoutée à notre mandat, soit celle de la surveillance des programmes de formation initiale. A la lumière des dossiers qui nous sont soumis, nous tenterons de procéder à diverses observations qui seront compilées et transmises à la direction générale.

**Nombre de dossiers étudiés**

| | |
|---|---|
| Dossiers réguliers: | 239 étudiés, |
| | 189 adhésions |
| | 50 désistements |
| Dossiers d'équivalences: | 25 étudiés, |
| | 3 retenus |

**COMITE DE LA PRATIQUE PRIVEE**

Jean-Luc Lacroix, président
Renée Dauphinais
Anne Paquet Deehy
Joan Irving Keefler
Michèle Labelle
Madeleine LaHaye
Anne-Marie Lauterburg
Louise Picard
Monique Sabourin

Au cours du dernier exercice, le comité de la pratique privée s'est réuni à dix reprises, sans compter les réunions en sous-comités sur des mandats spécifiques de l'ensemble du comité.

Afin d'échanger des points de vue importants sur les normes de pratique, la propriété des dossiers et leur tenue confidentielle, des membres de notre comité ont participé à des réunions du comité du service social en milieu d'entreprise et vice versa.

Nous avons également procédé à l'étude et à l'approbation d'un modèle de dossier en considérant l'apport bénévole de quatre membres de la corporation qui oeuvrent en pratique privée mais qui ne siègent pas au sein du comité. Ce type d'apport a été très bien accueilli par les membres de notre comité. En constituant ce dossier type, nous avons tenu compte à la fois de la réalité du praticien privé et des exigences légales.

En plus d'avoir fait parvenir à nos membres le dossier type, nous leur avons remis une copie de l'avis légal préparé par Me Claude Ferron, avocat de la corporation. Ce document nous paraissait d'à-propos puisqu'il traite de façon claire de la tenue et de la propriété de dossiers.

Actuellement, une des priorités du comité concerne les assurances pour frais de psychothérapie, la question "déduction des impôts" ayant été reportée. Un soin particulier a été mis à la préparation d'un numéro de la revue INTERVENTION consacré à la pratique privée et au service social en milieu d'entreprise.

Suite à des échanges avec la présidente du comité du service social en milieu d'entreprise et avec le directeur général, nous avons convenu de ne pas réunir ce dernier comité et le nôtre en un seul, comme le suggérait le Bureau de direction.

En effet, les deux comités ne partagent pas les mêmes priorités. Par ailleurs, des mécanismes de collaboration sont mis en place pour les dossiers communs, comme par exemple celui des assurances, pour lequel Frema Engel collabore étroitement avec nous.

En terminant, le dossier "assurances" va bon train. Après avoir compilé les informations recueillies depuis quatre ans, nous avons bénéficié des conseils d'un consultant en organisation qui nous a aidés à mieux planifier notre stratégie. Nous préparons actuellement des documents à l'intention des assureurs afin d'avoir vraisemblablement nos premiers contacts avec ceux-ci à l'automne. Nous espérons mener à bien et classer ce dossier d'ici 18 à 24 mois.

**COMITE DE LA FORMATION CONTINUE**

**Membres du comité:**

Zénon Bryniawsky, président
Jean-Claude Girouard, secrétaire
Louise Boulanger
Jocelyn Lindsay

**Membres correspondants**

Marie Berlinguet
Ruth Laliberté Marchand

Le comité de la formation continue existe depuis septembre 1986. Le comité a reçu, du Bureau de direction de la corporation, un mandat précis qui se résume comme suit:

- mettre sur pied, à court terme, des programmes de formation qui porteraient plus précisément sur les besoins identifiés dans le cadre du programme de surveillance générale;

- voir à l'évaluation continue des besoins des membres en matière de formation;

- faire en sorte que ce centre d'activité en soit un de génération de revenus pour la corporation;

- faire au Bureau de direction des recommandations en matière de développement d'une politique globale sur la formation continue.

Au cours de cette première année de fonctionnement, le comité de la formation continue s'est réuni cinq fois. Ses réalisations, par rapport aux objectifs qu'il s'était fixés, sont les suivantes:

**objectif 1**:
contenu de programme de formation pour septembre 1987 (voir recommandations)

**objectif 2**:
revue de la littérature et des ressources en matière de formation continue

document d'orientation sur la formation continue

appel d'offre pour un projet de recherche-action sur l'évaluation continue des besoins des membres.

**objectif 3**:
une révision des coûts, honoraires, et autres frais sera faite ultérieurement. Cela permettra au comité de fixer des frais de scolarité plus susceptibles de mener à la réalisation, à long terme, de l'objectif 3.

A l'heure actuelle, 139 membres ont participé au cours de déontologie, soit au cours de déontologie, soit 6.6% du membership, et 52 non-membres.

**Recommandations**

Le comité de la formation continue recommande:

- le maintien, pour une autre année au moins, des cours de déontologie en région;

- la mise en marche, pour l'année 1987-1988, d'un cours sur l'évaluation psychosociale;

- la construction, à moyen terme, d'un programme plus élaboré, en collaboration avec les universités et les établissements de services sociaux;

- que l'étude de besoins dont les résultats doivent être connus en août 1988 serve de base à l'élaboration de ce programme;

- que les gestionnaires des établissements de services sociaux, particulièrement ceux qui sont membres de la corporation, soient incités à adopter des mesures qui faciliteraient la participation de leur personnel aux activités de formation continue.

## COMITE SUR LE SERVICE SOCIAL EN MILIEU D'ENTREPRISE

Frema Engel, présidente
Pierrette B. Cambron
Diane Bernier
Marie Roy Brisebois
Micheline C. Tomic
Monique Desnoyers

Le comité est composé de travailleurs sociaux oeuvrant pour les programmes d'aide aux employés. Bien que d'autres praticiens participent aux réunions, la liste de noms ci-dessus représente le noyau principal des membres les plus actifs.

Comme par les années précédentes, le comité s'est efforcé de répondre aux besoins des membres en ce qui concerne le développement des ressources humaines, la diffusion de ce domaine de pratique ainsi que la transmission d'information au public, au secteur des affaires en général et aux omnipraticiens.

Parmi les aspects les plus importants de notre travail, mentionnons les suivants:

Nous avons poursuivi notre travail sur la question de la confidentialité et de la légalité des dossiers relatifs aux programmes d'aide aux employés. Le comité a discuté de plusieurs sujets d'intérêt incluant celui de l'évaluation dans les PAE. Nous avons également commencé à collaborer avec le comité de pratique privée sur le problème de l'assurance de tiers. Trois membres ont fait des présentations au Congrès 1987; le thème de notre atelier s'intitulait **"Service social en milieu de travail: Défi ou casse-cou?"**

**COMITE DE REDACTION**

Gilles Rondeau, président
Marinette Billaud
Céline Champagne
Jean-Guy Croteau
Mary-Elizabeth Driscoll
Jacques Vachon
Germaine Dionne, rédactrice en chef

Du 1er mai 1986 au 1er mai 1987, le comité a tenu sept réunions, soit celles prévues par son calendrier régulier. Trois numéros de la revue **Intervention** ont été publiés au cours de cette même année, soit le no 74, de mai 1986, **"Travailleur social en milieux allophones"**, le no 75, d'octobre 1986, **"La violence conjugale"**, et le no 76, de mars 1987, **"L'Intervention auprès des personnes mourantes ou en deuil".**

Cette dernière année a connu le départ de Serge Viau et l'arrivée d'une nouvelle rédactrice en chef, Germaine Dionne.

Le comité de rédaction a maintenu sa politique éditoriale, la formule thématique de la revue ainsi que ses deux rubriques "Débats" et "Lectures". Une révision du coût de l'abonnement est prévue et le prix d'un exemplaire est passé de 7,50$ à 10$.

En 1986-1987, 247 pages ont été publiées, excédant de 7 pages le nombre maximal prescrit par notre budget. Toutefois, les profits tirés de la vente de publicité dans le dernier numéro ont entièrement défrayé les coûts d'impression de ces pages supplémentaires. A cet effet, la rédactrice en chef consacre une demi-journée par semaine à la recherche et à la sollicitation d'éventuels annonceurs.

Faisant suite au projet d'accroître la participation des régions à la revue, le numéro 77 de juin 1987 intitulé **"La violence privée en Outaouais: Interventions féministes"** a été en grande partie coordonné par les membres de la Table de concertation de cette région.

Le numéro 78, **"Le service social en milieu d'entreprise et en pratique privée"** est actuellement en préparation et les thèmes suivants ont été retenus pour les prochains numéros:
- février 88: **L'administration des services sociaux**
- mai 88: **La santé mentale**
- octobre 88: **Les personnes âgées.**

En terminant, l'année 1986-1987 a été témoin d'un précédent dans le monde des revues canadiennes de service social. En effet, les directeur-trice-s de ces publications se sont rencontré-e-s pour une première fois dans le but d'échanger idées, informations, thèmes, etc., dans un esprit de collaboration plutôt que de concurrence.

## RAPPORT DU SYNDIC

Au premier avril 1986, quatre dossiers disciplinaires étaient actifs au Bureau du syndic.

Au cours de la dernière année d'exercice (1er avril 1986 au 31 mars 1987), le syndic a reçu treize signalements dont cinq ont donné lieu à une ouverture de dossiers alors que les huit autres ont été enregistrés dans la catégorie: "signalements sans suite" par défaut des plaignants de déposer leur signalement par écrit et de collaborer. Au cours de l'année, trois dossiers ont été fermés; par conséquent, six dossiers restaient actifs au 31 mars 1987. Aucune plainte n'a été introduite au comité de discipline.

Le dossier "usurpation du titre", a pris au cours de la dernière année une ampleur importante comparativement à l'année précédente. Le syndic est intervenu dans sept cas d'attribution injustifiée du titre de "travailleur social" à un non-membre, faite par une tierce personne, le plus souvent un journaliste. La plupart de ces irrégularités ont été relevées dans la presse écrite, l'une d'elle l'a été dans le cadre d'un radio-journal associant un non-membre à une affaire de fraude. Dans tous les cas, l'intervention du syndic a consisté à envoyer, tant aux non-membres concernés qu'aux journalistes, une missive ayant pour but de les informer de ce que prescrit l'**article 36 (d)** du **Code des professions**, ainsi que du mandat de protection du public de la corporation.

Outre les dossiers d'attribution du titre, un cas d'usurpation du titre a justifié une enquête de même qu'une poursuite devant le Tribunal qui a reconnu l'intimé coupable d'avoir usurpé le titre de "travailleur social" et en conséquence, l'a condamné à une amende de deux cents dollars, plus les frais. L'intimé était un intervenant en pratique privée qui, dans sa publicité, utilisait le titre de "travailleur social" sans détenir un permis valide à cette fin et sans être inscrit au Tableau de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, le tout contrairement à l'article **36 (d)** du **Code des professions (L.R.Q., c. C-26)**.

Le syndic est aussi intervenu auprès de sept établissements de santé et de services sociaux qui par la voie d'annonces parues dans les médias recherchaient la candidature de travailleurs sociaux sans faire mention, au chapitre des exigences, de l'appartenance à la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec.

En plus des activités ci-haut décrites, le syndic a dispensé une trentaine de consultations à des membres de la corporation, à d'autres professionnels, et à des bénéficiaires de services sociaux tant publics que privés. Les consultations ont en général porté **1)** sur certaines dispositions du **Code de déontologie des travailleurs sociaux** en regard d'un éclairage recherché par les membres en matière de conduite professionnelle, **2)** sur les rôles et fonctions du syndic, **3)** sur le processus des enquêtes disciplinaires, **4)** sur les sanctions prévues par le **Code des professions** en matière d'infractions à la loi et **5)** sur l'existence de lois, services et organismes de nature à répondre aux besoins des requérants.

### Tableau des activités du syndic

| | |
|---|---|
| **1. Discipline** | |
| Dossiers actifs au 1 avril 1986: | 04 |
| Signalements reçus | 13 |
| Dossiers ouverts | 05 |
| Signalements sans suite | 08 |
| Dossiers fermés | 03 |
| Dossiers actifs au 31 mars 1987: | 06 |
| Plainte introduite au comité de discipline | 00 |
| **2. Usurpation** | |
| Attribution injustifiée du titre à un non-membre | 07 |
| Usurpation du titre et poursuite judiciaire | 01 |

Le Syndic

Réal Parenteau, t.s.

**FERNAND McDUFF, c.a.**

**COMPTABLE AGRÉÉ**

920 ouest, Curé Poirier
Suite 4
Longueuil, Qué. J4K 2C7



**RAPPORT DU VERIFICATEUR**

**Aux administrateurs et aux membres de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec**

J'ai vérifié le bilan de la CORPORATION PROFESSIONNELLE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC au 31 mars 1987, l'état du surplus, l'état des résultats ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporté les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances. J'ai obtenu toutes les explications et tous les renseignements demandés.

A mon avis, et du mieux que j'ai pu m'en rendre compte par les explications et les renseignements qui m'ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la CORPORATION, ces états financiers présentent fidèlement l'état véritable et exact de la situation financière de la CORPORATION au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, conformément au règlement concernant les normes relatives à la confection et au contenu du rapport annuel des corporations professionnelles et aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, à l'exception de la comptabilisation des achats d'immobilisations qui ont été considérés comme dépense de l'exercice tel que mentionné à la note 1 du rapport financier annuel.

Les prévisions des revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 1987 ont été préparés sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques. Conséquemment, je n'exprime pas d'opinion sur ces prévisions.

Fernand McDuff

Comptable Agréé
Longueuil,
le 5 mai 1987

EXERCICE TERMINE LE 31 MARS 1987

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| PRODUITS | | | | |
| Cotisations | 425 000 $ | 400 000 $ | 399 381 $ | 345 123 $ |
| Moins: Quote-part | | | | |
| L'Association Canadienne des Travailleurs sociaux | ( 39 825) | ( 39 825) | ( 39 825) | ( 36 000) |
| Conseil Interprofessionnel du Québec | ( 6 700) | ( 6 930) | ( 6 930) | ( 6 627) |
| Cotisations nettes | 378 475 | 353 245 | 352 626 | 302 496 |
| Revenus de placements | 9 000 | 10 000 | 12 661 | 13 225 |
| Revenus d'administration et divers | 500 | 2 000 | 2 620 | 451 |
| | 387 975 | 365 245 | 367 907 | 316 172 |
| CHARGES | | | | |
| Activités et pratiques professionnelles | 152 004 | 161 083 | 156 712 | 122 378 |
| Promotion et communication | 136 897 | 118 389 | 106 856 | 121 304 |
| Direction générale et permanence | 93 764 | 89 456 | 91 366 | 77 533 |
| | 382 665 | 368 928 | 354 934 | 321 215 |
| BENEFICE NET (PERTE NETTE) | 5 310 $ | ( 3 683)$ | 12 973 $ | ( 5 043) $ |
| SURPLUS NON AFFECTE | | | | |
| Solde au début | | | 18 513 $ | 23 556 $ |
| Bénéfice net (perte nette) | | | 12 973 | ( 5 043) |
| | | | 31 486 | 18 513 |
| RESERVE | | | | |
| Solde au début | | | 9 735 | 9 735 |
| Moins: Bourses et dons versés | | | 550 | - |
| | | | 40 671 $ | 28 248 $ |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

EVOLUTION
DE LA SITUATION FINANCIERE
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| Activités d'exploitation | 1987 | 1986 |
|---|---|---|
| Bénéfice net (perte nette) | 12 973 $ | ( 5 043)$ |
| Plus: Elément n'affectant pas les liquidités | | |
| Amortissement | 6 737 | 6 856 |
| | 19 710 | 1 813 |
| Bourses et dons versés à même le surplus réservé | ( 550) | - |
| Liquidités investies dans le fonds de roulement: | | |
| Réduction (augmentation) des stocks de publications | ( 4 509) | 239 |
| Réduction (augmentation) des débiteurs et frais payés d'avance | 5 774 | ( 5 228) |
| Réduction des fournisseurs et frais courus | ( 16 135) | ( 8 973) |
| Augmentation des revenus perçus d'avance et autres revenus reportés | 12 886 | 15 651 |
| | ( 1 984) | 1 689 |
| Augmentation des liquidités | 17 176 | 3 502 |
| Liquidités au début | 108 018 | 104 516 |
| Liquidités à la fin | 125 194 $ | 108 018 $ |
| Représenté par | | |
| Encaisse | 125 194 $ | 108 018 $ |

## BILAN AU 31 MARS 1987

| ACTIF | 1987 | 1986 |
|---|---|---|
| **A court terme** | | |
| Encaisse | 125 194 $ | 108 018 $ |
| Stock de publications - au coût | 8 082 | 3 573 |
| Débiteurs (note 3) | 3 164 | 8 715 |
| Frais payés d'avance | 6 351 | 6 574 |
| | 142 791 | 126 880 |
| Immobilisations (note 4) | 8 018 | 14 755 |
| | 150 809 $ | 141 635 $ |

| PASSIF | 1987 | 1986 |
|---|---|---|
| **A court terme** | | |
| Fournisseurs et frais courus | 11 352 $ | 27 487 $ |
| Revenus perçus d'avance | 94 702 | 85 900 |
| Autres revenus reportés | 4 084 | - |
| | 110 138 | 113 387 |
| SURPLUS | 40 671 | 28 248 |
| | 150 809 $ | 141 635 $ |

AU NOM DU BUREAU

Administrateur: Mario Emond

Administrateur: Jeanne Dubois

# NOTES COMPLEMENTAIRES - 31 MARS 1987

## Note 1 - Conventions comptables

A) Stock de publications

Le stock de publication est inscrit au coût.

B) Immobilisations

Les actifs immobilisés acquis avant le 31 mars 1984 sont inscrits au coût. Un amortissement est calculé en appliquant les taux suivants au coût moyen de l'exercice:

| | |
|---|---|
| Mobilier et équipement: | 10% |
| Ordinateur: | 20% |
| Améliorations locatives: | 30% |

A compter du 1er avril 1984, les acquisitions d'actifs immobilisés sont considérées comme dépense de l'exercice. Ils sont présentés comme dépenses d'immobilisation à même les revenus.

C) Cotisations perçues d'avance

Les cotisations encaissées au cours de l'exercice et applicables à l'exercice subséquent sont reportées à l'exercice subséquent.

D) Autres revenus reportés

Les dépenses relatives au congrès des 2, 3 et 4 avril 1987, payées au 31 mars 1987 ont été appliquées en diminution des revenus perçus pour ce congrès et sont présentées au montant net comme autres revenus reportés.

## Note 2 - Constitution

La corporation a été constituée en vertu du Code des professions, sanctionné le 6 juillet 1973.

## Note 3 - Débiteurs

| | | |
|---|---|---|
| Intérêts courus | 1987: | 173$ |
| | 1986: | 309$ |
| Subvention - Office des Professions | | |
| | 1987: | - |
| | 1986: | 7 775$ |
| Autres: | 1987: | 2 991$ |
| | 1986 | 631$ |

## Note 4 - Immobilisations

| | |
|---|---|
| **Mobilier et équipement:** | |
| Coût: | 33 547$ |
| Amortissement cumulé: | 27 280$ |
| Valeur nette 1987: | 6 267$ |
| Valeur nette 1986: | 9 503$ |
| **Ordinateur:** | |
| Coût: | 17 506$ |
| Amortissement cumulé: | 15 755$ |
| Valeur nette 1987: | 1 751$ |
| Valeur nette 1986: | 5 252$ |

## Note 5 - Engagement

La corporation a un engagement minimum de 20 367$ concernant un bail qu'elle a signé pour les locaux qu'elle occupe au 5757 avenue Decelles, bureau 335, Montréal. Ce bail expire le 30 avril 1988.

## Note 6 - Evénement subséquent

La corporation a tenu au début du mois d'avril 1987, son congrès annuel. Selon les informations obtenues à la date de rédaction de notre rapport cet événement se serait soldé par une perte d'environ 12 000$.

## Note 7 - Etats comparatifs

Certains postes des états financiers de l'exercice antérieur ont été reclassifiés pour fins de comparaison.

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

ACTIVITES ET
PRATIQUES PROFESSIONNELLES
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| **ADMISSIONS ET EQUIVALENCES** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 500 $ | 500 $ | 322 $ | 569 $ |
| Honoraires | - | 501 | 709 | 1 253 |
| Personnel | 12 612 | 11 500 | 11 671 | 7 762 |
| Frais généraux | 11 656 | 12 045 | 11 707 | 10 582 |
| | 24 768 | 24 546 | 24 409 | 20 166 |
| **INSPECTION PROFESSIONNELLE** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 1 800 | 1 800 | 2 394 | 1 999 |
| Déplacements et séjour (inspecteurs) | 1 700 | 4 263 | 1 869 | 2 504 |
| Honoraires | 9 000 | 5 200 | 1 600 | 4 978 |
| Publications | 1 750 | 1 200 | 948 | 1 489 |
| Personnel | 23 132 | 22 800 | 21 995 | 19 591 |
| Frais généraux | 11 656 | 12 045 | 11 707 | 10 582 |
| | 49 038 | 47 308 | 40 513 | 41 143 |
| **DISCIPLINE** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 500 | 500 | 198 | 697 |
| Honoraires | 2 500 | 7 000 | 9 761 | 2 098 |
| Personnel | 3 784 | 3 450 | 3 501 | 3 327 |
| Frais généraux | 2 332 | 2 409 | 2 341 | 1 058 |
| | 9 116 | 13 359 | 15 801 | 7 180 |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

ACTIVITES ET
PRATIQUES PROFESSIONNELLES
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| **FORMATION CONTINUE** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 500 $ | 500 $ | 1 708 $ | 633 $ |
| Frais de poste et divers | - | - | 2 695 | - |
| Congrès - colloque | 8 000 | 10 500 | 1 571 | 3 016 |
| Honoraires | 9 500 | 9 500 | 7 362 | 4 194 |
| Personnel | 7 566 | 6 900 | 7 003 | 7 762 |
| Frais généraux | 8 159 | 8 432 | 8 195 | 5 291 |
| Publications | 750 | 300 | - | - |
| | 34 475 | 36 132 | 28 534 | 20 896 |
| **PRATIQUE PRIVEE** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 500 | 500 | 787 | 653 |
| Honoraires | - | 2 563 | 958 | 100 |
| Publications | 500 | 1 000 | 1 459 | 1 058 |
| Personnel | 7 564 | 6 900 | 7 003 | 5 544 |
| Frais généraux | 6 994 | 7 227 | 7 024 | 5 291 |
| | 15 558 | 18 190 | 17 231 | 12 646 |
| **GROUPES DE TRAVAIL PONCTUELS** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 1 000 | 600 | 362 | 367 |
| Honoraires | 9 500 | 10 500 | 14 408 | 6 169 |
| Personnel | 12 610 | 11 500 | 11 671 | 11 089 |
| Frais généraux | 8 160 | 8 432 | 8 195 | 7 407 |
| | 31 270 | 31 032 | 34 636 | 25 032 |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

ACTIVITES ET
PRATIQUES PROFESSIONNELLES
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| SERVICE SOCIAL D'ENTREPRISE | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 500 $ | 400 $ | 589 $ | 387 $ |
| Honoraires | 500 | 52 | 51 | 555 |
| Personnel | 3 782 | 3 450 | 3 501 | 5 544 |
| Frais généraux | 3 497 | 3 614 | 3 512 | 5 291 |
| | 8 279 | 7 516 | 7 653 | 11 777 |
| SOUS-TOTAL | 172 504 | 178 083 | 168 777 | 138 840 |
| Moins: Revenus | | | | |
| Etudes de dossiers | 7 500 | 8 000 | 6 660 | 8 280 |
| Inscriptions - pratique privée | - | 3 000 | 180 | 407 |
| Inscriptions et formation | 4 500 | 6 000 | 5 225 | - |
| Subvention - Office des Professions | 8 500 | - | - | 7 775 |
| | 20 500 | 17 000 | 12 065 | 16 462 |
| | 152 004 $ | 161 083 $ | 156 712 $ | 122 378 $ |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

PROMOTION ET COMMUNICATION
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| **PUBLICATIONS** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | 1 500 $ | 1 200 $ | 1 126 $ | 1 390 $ |
| Impression | | | | |
| Intervention | 19 500 | 19 500 | 21 032 | 13 898 |
| Bulletins | 16 000 | 12 000 | 9 609 | 12 093 |
| Guide d'intervention | - | - | - | 9 445 |
| Autres | 7 500 | 7 500 | 5 013 | 11 220 |
| Honoraires | 15 000 | 15 000 | 13 830 | 16 562 |
| Personnel | 12 610 | 11 500 | 11 671 | 16 633 |
| Frais généraux | 20 981 | 21 680 | 21 072 | 21 164 |
| Centre de documentation | 1 000 | 500 | 611 | 1 147 |
| | 94 091 | 88 880 | 83 964 | 103 552 |
| **PROMOTION ET PUBLICITE** | | | | |
| Déplacements et séjour (comité) | - | - | - | 309 |
| Honoraires | 7 500 | - | - | 220 |
| Personnel | 8 826 | 8 050 | 8 170 | 5 544 |
| Frais généraux | 8 160 | 8 432 | 8 195 | 8 466 |
| Publicité | 3 500 | 3 500 | 3 504 | 2 444 |
| Projet spécial | 3 000 | 2 750 | 2 750 | - |
| | 30 986 | 22 732 | 22 619 | 16 983 |
| **ACTIVITES REGIONALES** | | | | |
| Allocations de base | 5 000 | 5 000 | 4 462 | 4 781 |
| Allocation supplémentaire | 2 800 | 2 800 | 1 526 | 690 |
| Envois | 2 200 | 2 200 | 748 | 2 970 |
| Représentation | 1 000 | 1 000 | 1 329 | - |
| Personnel | 8 826 | 8 050 | 8 170 | 7 762 |
| Frais généraux | 6 994 | 7 227 | 7 024 | 6 349 |
| | 26 820 | 26 277 | 23 259 | 22 552 |
| SOUS-TOTAL | 151 897 $ | 137 889 $ | 129 842 $ | 143 087 $ |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

PROMOTION ET COMMUNICATION
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| Solde reporté (page précédente) | 151 897 $ | 137 889 $ | 129 842 $ | 143 087 $ |
| Moins: Revenus | | | | |
| Service publicitaires | 8 500 | 13 000 | 15 100 | 8 583 |
| Abonnements | 3 000 | 3 000 | 5 070 | 3 377 |
| Publications | 3 500 | 3 500 | 2 816 | 9 823 |
| | 15 000 | 19 500 | 22 986 | 21 783 |
| | 136 897 $ | 118 389 $ | 106 856 $ | 121 304 $ |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

DIRECTION GENERALE ET PERMANENCE
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| Personnel | 32 788 $ | 29 900 $ | 30 345 $ | 26 613 $ |
| Frais généraux | 27 976 | 28 906 | 28 096 | 24 339 |
| Déplacements et séjour (Bureau) | 13 500 | 18 000 | 18 194 | 10 282 |
| Déplacements et séjour (Comité Administratif) | 5 000 | 3 500 | 4 897 | 5 953 |
| Honoraires - contentieux | 2 250 | 2 250 | 2 943 | 1 075 |
| Honoraires - vérification | 2 250 | 2 400 | 2 600 | 2 400 |
| Améliorations locatives | 5 000 | 2 500 | 2 500 | 2 900 |
| Dépenses d'immobilisations | 5 000 | 2 000 | 1 791 | - |
| Achat d'un kiosque pour exposition ou présentation | - | - | - | 3 971 |
| | 93 764 $ | 89 456 $ | 91 366 $ | 77 533 $ |

CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUEBEC

PERSONNEL
FRAIS GENERAUX
EXERCICE TERMINE LE 31 MARS

| | PREVISIONS | | REALISATIONS | |
|---|---|---|---|---|
| | Initiales | Revisées | 1987 | 1986 |
| **PERSONNEL** | | | | |
| Salaires | 126 120 $ | 115 000 $ | 116 712 $ | 110 888 $ |
| **FRAIS GENERAUX** | | | | |
| Charges sociales | 20 100 $ | 22 000 $ | 22 547 $ | 18 232 $ |
| Déplacements et représentation | 5 300 | 3 000 | 3 581 | 4 830 |
| Perfectionnement | 350 | 1 000 | 502 | 315 |
| Participation à des congrès | 400 | - | 395 | 376 |
| Loyer | 20 030 | 20 000 | 20 287 | 18 193 |
| Taxes | 1 775 | 4 000 | 4 637 | 1 610 |
| Téléphone | 6 630 | 7 800 | 7 498 | 6 021 |
| Poste | 28 600 | 30 000 | 25 629 | 25 969 |
| Location d'équipement | 520 | 1 000 | 1 592 | 471 |
| Papeterie et fournitures de bureau | 12 230 | 11 000 | 11 702 | 11 103 |
| Informatique | 2 700 | 1 000 | 780 | 2 460 |
| Intérêts et frais bancaires | 850 | 500 | 421 | 767 |
| Entretien | 5 575 | 9 100 | 6 212 | 5 062 |
| Assurances | 450 | 500 | 541 | 412 |
| Electricité | 400 | 500 | 436 | 362 |
| Dépenses de bureau | 2 400 | 2 000 | 3 396 | 2 155 |
| Divers | 700 | 200 | 173 | 625 |
| Amortissement des immobilisations | 7 550 | 6 856 | 6 737 | 6 856 |
| | 116 560 $ | 120 456 $ | 117 066 $ | 105 819 $ |

## TABLEAU DES MEMBRES

1er avril 1986 au 31 mars 1987

- Nombre de permis en vigueur le 1er avril 1986..... 2 102

- Radiations
  - Par démission..... 47
  - Par défaut de paiement..... 123
  - Décès..... 8

- Délivrance de permis
  - Permis réguliers..... 211
  - Permis temporaires..... 3

- Réinscription au tableau des membres..... 36

- Nombre de permis en vigueur le 31 mars 1987..... 2 154

**COTISATION ANNUELLE : 225 $ (praticiens)**
**82 $ (non-praticiens)**

## MEMBRES PAR REGIONS

| | REGION | 1er avril 1986 | 31 mars 1987 |
|---|---|---|---|
| 01 | Bas St-Laurent/Gaspésie | 33 | 38 |
| 02 | Saguenay/Lac St-Jean | 43 | 49 |
| 03 | Québec | 284 | 285 |
| 04 | Centre du Québec | 74 | 68 |
| 05 | Cantons de l'Est | 58 | 62 |
| 06-A | Montréal (Ile de) | 1 091 | 1 100 |
| 06-B | Laurentides-Lanaudière | 89 | 85 |
| 06-C | Rive-Sud de Montréal | 226 | 252 |
| 07 | Outaouais | 52 | 59 |
| 08 | Abitibi/Témiscamingue | 46 | 49 |
| 09 | Cote-Nord | 47 | 47 |
| 15 | Extérieur du Québec | 59 | 60 |
| | | 2 102 | 2 154 |